

**Unité bidépartementale  
Eure Orne**

Alençon, le 21 novembre 2022

Nos références : 61 / 2022 – 171  
Mél : [ubdeo.dreal-normandie@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ubdeo.dreal-normandie@developpement-durable.gouv.fr)  
Tél : 02 33 32 50 93

**Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/11/2022

**Contexte et constats**

Publié sur 

**AUGROS COSMETIC PACKAGING**

ZA du Londeau  
Rue de l'Expansion  
61000 CERISE

Code AIOT : 0005302487

**1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/11/2022 dans l'établissement AUGROS COSMETIC PACKAGING implanté ZA LA BRUYERE - BP 16 LE THEIL SUR HUISNE 61260 VAL AU PERCHE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est réactive, suite à l'incendie survenu sur le site le 4 novembre 2022.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AUGROS COSMETIC PACKAGING
- ZA LA BRUYERE - BP 16 LE THEIL SUR HUISNE 61260 VAL AU PERCHE
- Code AIOT : 0005302487
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

La société Augros Cosmetic Packaging (anciennement MSV) est spécialisée dans la fabrication d'accessoires de conditionnement de produits cosmétiques.

Le site du Val-au-Perche est spécialisé dans la décoration de pièces en plastique par laquage et métallisation sous vide. Les pièces en plastique sont des éléments constitutifs rentrant dans la fabrication de flacons de parfum et d'accessoires de produits cosmétiques. Il n'y a aucune transformation de pièces en plastique sur le site ou activité de remplissage des emballages fabriqués, celles-ci sont uniquement décorées.

Le site est soumis au régime de l'enregistrement pour la rubrique 2940 (application, cuisson, séchage de vernis peinture, apprêt, etc.) de la nomenclature des installations classées. Pour exercer ses activités, l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 octobre 2018 demeure en vigueur.

Par arrêté préfectoral du 23 septembre 2022, l'exploitant a été mis en demeure de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation en ce qui concerne les émissions atmosphériques et la gestion des déchets liquides.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- incendie du 4 novembre 2022
- suivi de l'arrêté de mise en demeure du 23 septembre 2022

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra

être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le 4 novembre 2022, un incendie survient sur une ligne de vernissage robotisée (UV6). Cette ligne a été installée en 2022 et est en cours de montée en puissance. Un feu est identifié au niveau de la seconde cabine de peinture, par un agent intervenant dans la cabine pour une opération de maintenance. L'arrêt d'urgence est actionné et une tentative d'extinction avec des extincteurs est engagée mais reste infructueuse.

L'arrêt d'urgence conduisant à la fermeture des portes et à l'arrêt de tous les fluides et de toutes les installations, y compris la ventilation des locaux, a été activé. L'incendie s'est éteint de lui-même sans intervention active des pompiers.

Le feu est parti du poste de flammage (présence d'un brûleur), qui sert à la préparation de surface des pièces avant mise en peinture. Les deux cabines de peinture sont détruites. Les fumées se sont évacuées par les cheminées de la ligne du fait du tirage naturel. Aucun arrosage n'a été nécessaire, aucun effluent liquide n'a donc été produit.

Les autres lignes de peinture ont pu redémarrer dès le lendemain matin.

L'exploitant suspecte que le système de flammage ne se serait pas éteint lors d'un premier arrêt de la ligne, conduisant à l'inflammation des pièces de plastique situées devant le brûleur. Lors de la reprise de production, le convoyeur a déplacé les pièces en feu jusqu'à la cabine de peinture n°2 où le feu a été détecté.

Plusieurs défaillances ont été identifiées à ce stade. Celles-ci sont en cours d'analyse.

Cet incendie a pour conséquence un report de charge de la production de la ligne UV6 vers la ligne UV3, qui est la principale ligne contributrice d'émissions de composés organiques volatils (COV) du site.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

### Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
8	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 08/10/2018, article 8.1.1	Lettre de suite préfectorale	3 mois
9	Inventaire des stocks	Arrêté Préfectoral du 08/10/2018, article 8.1.2	Lettre de suite préfectorale	3 mois
10	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 08/10/2018, article 8.3.4	Lettre de suite préfectorale	3 mois
11	Bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 10/09/2010, article 8.4.V	Lettre de suite préfectorale	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
12	Consignes de sécurité	Arrêté Préfectoral du 10/09/2010, article 8.5.4	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Incidents ou accidents	Arrêté Préfectoral du 08/10/2018, article 2.5	Sans objet
13	Gestion des déchets	AP de Mise en Demeure du 23/09/2022, article 4	Sans objet

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Lors de l'inspection, il a été constaté le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2018 relatives aux conditions de stockage des déchets liquides dangereux. Par conséquent, l'inspection des installations classées propose de lever les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 23 septembre 2022.

L'incendie du 4 novembre 2022 a mis en évidence des défaillances en ce qui concerne les dispositifs de sécurité de la ligne de peinture UV6, permettant d'éviter un incendie ou d'en assurer une détection précoce. L'exploitant devra actualiser son étude des dangers sur la base de ce retour d'expérience afin de renforcer le niveau de sécurité des lignes de peinture.

Par ailleurs, l'exploitant devra renforcer son organisation en cas d'incendie, en mettant à jour les consignes en cas de situation incidentelle, formant le personnel à ces consignes, en réalisant des exercices périodiques allant jusqu'à la manœuvre de la vanne de confinement des eaux polluées et en assurant la disponibilité des plans et inventaire des produits dangereux présents sur le site en toutes circonstances. L'étanchéité du bassin de confinement devra également être vérifiée.

**2-4) Fiches de constats**

N° 7 : Incidents ou accidents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/10/2018, article 2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déclaration des incidents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement.  Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Par courriel du 7 novembre 2022, l'exploitant a transmis un premier compte-rendu de l'incendie survenu le 4 novembre 2022. Celui-ci fait état des premières hypothèses sur l'origine du départ de feu.  <b>Le rapport d'incident devra être ré-indiqué sur la base de l'analyse complétée à partir de l'arbre des causes, afin d'en tirer le maximum de retour d'expérience, et transmis à l'inspection des installations classées.</b> L'exploitant devra s'attacher à bien différencier le facteur apparent de la cause profonde. Les facteurs apparents ou perturbations désignent les défaillances directes qui ont contribué à l'événement. Elles sont accessibles à l'observation : ce sont les « symptômes » et elles présentent souvent un caractère technique ou individuel. Les causes profondes, situées en amont des causes apparentes, renvoient très souvent à des facteurs sociaux, humains et organisationnels.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/10/2018, article 8.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan des zones à risques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.  L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.  Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.
<b>Constats :</b> Le plan des zones à risques n'est pas à jour. Il devra être actualisé pour faire apparaître toute information utile nécessaire en cas de sinistre, notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- la localisation des lignes de production, des zones de stockage de produits combustibles et/dangereux, les utilités (chaudière, etc.),</li><li>- les zones à risque d'explosion,</li><li>- les moyens de lutte contre l'incendie,</li><li>- les points de coupure de fluides (électricité, gaz, etc.),</li><li>- le bassin de confinement et sa vanne d'isolement,</li><li>- etc..</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 9 : Inventaire des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/10/2018, article 8.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Inventaire et état des stocks de substances et mélanges dangereux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux décrit précédemment à l'article 6.1.1 seront tenus à jour dans un registre, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b> L'exploitant indique procéder à un inventaire des stocks mensuel en fin de mois (environ 30 T), sous forme électronique (tableur).  En cas d'incendie, l'alimentation électrique du site est coupée ce qui rend cet inventaire inaccessible. <b>L'exploitant doit donc prendre des dispositions permettant d'accéder au dernier inventaire disponible en toutes circonstances. Il est de même des plans nécessaires aux services de secours en cas de sinistre (plan des zones à risques, plan des réseaux, etc.).</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

N° 10 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/10/2018, article 8.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 8.1.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection de substance particulière/fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps  L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.  En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.
<b>Constats :</b> Le détecteur de fumée situé en sortie de la cellule de flammage a été inopérant. L'exploitant a indiqué que le test de bon fonctionnement de ce détecteur, qui conduit automatiquement à l'arrêt de la ligne et à la mise en sécurité des installations, avait été réalisé avec succès avant la mise en service de la ligne.  L'exploitant devra analyser le retour d'expérience de ce dysfonctionnement ou de cette absence de détection, en ce qui concerne la ligne UV6 mais également les autres lignes de production. La pertinence du dimensionnement des dispositifs de détection retenus devra être justifiée afin de garantir une détection incendie précoce et efficace.  A cet effet, <b>l'étude des dangers de 2016 devra être actualisée pour tenir compte des modifications apportées aux installations (ligne de base traditionnelle supprimée, nouvelles lignes de production installées depuis) et de ce retour d'expérience en ce qui concerne les mesures de maîtrise des risques (MMR) associées aux lignes de production.</b>  Ainsi, par exemple : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'étude des dangers ne mentionne pas de détection incendie au niveau des lignes de production,</li><li>- le porter à connaissance du 5 octobre 2021 concernant la ligne UV6 :<ul style="list-style-type: none"><li>- ne précise pas la présence d'un détecteur de fumée en sortie de cellule de flammage,</li><li>- fait état de détecteurs de température et d'hygrométrie avec report d'alarme, qui sont en fait des dispositifs de régulation de la qualité de l'air injecté dans les cellules. Le système étant ouvert, cette régulation n'est pas opérante pour la détection d'un incendie.</li></ul></li><li>- le porter à connaissance d'octobre 2019 concernant la ligne de sputtering valorise la régulation de l'air de la ligne comme mesure de maîtrise du risque d'incendie.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 11 : Bassin de confinement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/09/2010, article 8.4.V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Bassin de confinement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.  Les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers un bassin de confinement externe étanche de 1 000 m <sup>3</sup> . En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.  Le bassin est équipé d'un dispositif d'isolement visant à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site. Ce dispositif d'isolement est maintenu en état de marche, signalé et actionnable en toute circonstance. Son entretien et sa mise en fonctionnement sont définis par consigne.  <b>Constats :</b> Un bassin de confinement de 1000 m <sup>3</sup> permet de collecter les eaux pluviales du site, à l'exception du parking du personnel à l'ouest du site. Une vanne d'isolement est installée en sortie afin de pouvoir confiner les eaux d'extinction d'un incendie.  Lors de la visite, il a été constaté que : <ul style="list-style-type: none"><li>- un arbuste pousse au niveau d'une des canalisations alimentant le bassin (photo 1),</li><li>- la vanne d'isolement n'était pas repérée et accessible facilement (présence de végétation, grillage à passer sans portillon, etc.) (photo 2),</li><li>- de la boue était présente au niveau de la zone de manœuvre de la vanne (photo 3).</li></ul> <b>Par conséquent, l'exploitant doit :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- <b>procéder à un entretien régulier du bassin afin de garantir la pérennité de son étanchéité,</b></li><li>- <b>assurer l'accessibilité à la vanne d'isolement en toutes circonstances et son entretien régulier (étanchéité notamment),</b></li><li>- <b>procéder à des exercices périodiques de manœuvre de cette vanne.</b></li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

Photo 1:



Photo 2 :



Photo 3 :





N° 12 : Consignes de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/09/2010, article 8.5.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes de sécurité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.  Ces consignes indiquent notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ;</li><li>- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;</li><li>- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;</li><li>- l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation ;</li><li>- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;</li><li>- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;</li><li>- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;</li><li>- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 4.2.4 ;</li><li>- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li></ul> la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ; <ul style="list-style-type: none"><li>- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.</li></ul>
<b>Constats :</b> Les consignes à suivre en cas d'incendie affichées dans les locaux datent de 2003 et de 2012. <b>Elles doivent être mises à jour afin de répondre aux prescriptions ci-dessus mais également d'intégrer les modifications apportées aux installations.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 23/09/2022, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions de stockage des déchets liquides
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société AUGROS COSMETIC PACKAGING, sise ZA la Bruyère à Val-au-Perche (61260) et représentée par son président du directoire, M. Didier BOURGINE, est mise en demeure de respecter les prescriptions suivantes de l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2018 susvisé :</p> <p>Article 5.1.3 – Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. En particulier, les aires d'entreposage des déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées. [...] L'exploitant est tenu d'évacuer ses déchets régulièrement.</p> <p>Chapitre 8.4 – Dispositif de rétention des pollutions accidentelles et confinement I - tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;- 50 % de la capacité totale des réservoirs. Pour le stockage de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :- dans le cas de liquides inflammables, 50% de la capacité totale des fûts ;- dans les autres cas, 20% de la capacité totale des fûts ;- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.</p> <p>Délai : 15 jours à compter de la notification du présent arrêté.</p> <p><b>Constats :</b> Par courriel du 13 octobre 2022, l'exploitant a fait transmettre par le bureau d'études Coélys, les éléments attestant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de l'évacuation régulière des déchets permettant de limiter les quantités stockées sur le site et permettre des conditions de stockage conformes (rétention, etc.),</li> <li>- d'une réorganisation des zones de stockage, avec la suppression des stockages dans la zone située entre le bâtiment d'exploitation et les bâtiments de stockage de produits et déchets.</li> </ul> <p>Lors de la visite des installations, il a été constaté l'absence de zones de stockage de déchets dans le secteur précité ainsi que l'absence de déchets liquides stockés en dehors de rétention (photo 4).</p> <p>Sur la base de ces éléments, <b>l'inspection des installations classées propose au préfet de lever les dispositions de l'article 4 de l'arrêté de mise en demeure du 23 septembre 2022.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de l'article 4 de l'arrêté de mise en demeure du 23 septembre 2022

Photo 4 :

